

## EN FRANCE , PEU DE NOUVEAU

Voilà plusieurs années que le signataire de ces lignes se promet d'écrire, pour la prochaine livraison des Mitteilungen, une présentation des nouveautés institutionnelles, en France, dans le domaine de l'enseignement et de la didactique de l'histoire. Et régulièrement, il constate que "des transformations sont en cours", mais qu'il faudrait attendre qu'elles soient achevées pour en parler sérieusement.

Je crains qu'avec ce critère il faille attendre encore longtemps, et je me résous à donner aujourd'hui quelques nouvelles, morcelées et provisoires. Le fait le plus significatif n'est-il pas cette impuissance à formuler et à instituer les renouvellements qui sont esquissés, et confusément attendus ?

Il y a eu, pendant deux ans, un travail de refabrication des programmes d'enseignement, avec un comité national des programmes, pour toute discipline, et un projet de programme d'histoire a été vigoureusement élaboré. Qu'on ne soit pas content des programmes, voilà qui n'est pas un *scoop*, ni aujourd'hui, ni hier, ni demain, ni en France, ni ailleurs ! Mais finalement le dossier est passé à la trappe. On n'en parlera donc pas davantage. Analyser les raisons et les enchaînements de cette aventure serait un gros travail de sociologie, de psychologie, de politologie et d'histoire, trop long pour tenir dans ce bulletin, et trop subtil pour mes compétences de pensée, d'écriture et de diplomatie.

Il y a plus à dire sur la question de la formation des professeurs d'histoire, sur la reconnaissance, en ce domaine, de ce que nous appelons entre nous "didactique", - et sur la présence de cette didactique à coté d'une formation proprement historienne, ou de façon plus solidairement pensée. La reconnaissance de la didactique de l'histoire s'est amorcée en deux lieux : dans les concours dits "internes" et dans la formation initiale.

Depuis quelques années, les concours de recrutement des enseignants du secondaire, - agrégations et CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire) - ont été doublés d'une version "interne" (qui fait désormais appeler "externe" la version ordinaire). En fait, ce ne sont pas des concours de recrutement, mais des concours de promotion interne, pour des fonctionnaires déjà en exercice, mais qui enseignent sans le titre d'agrégé ou de certifié : reçus, ils obtiennent un titre plus valorisé et une rémunération meilleure, façon nouvelle de remplacer des promotions "au mérite" qui étaient senties comme plus arbitraires. On conçoit bien pourquoi et comment la conception de ces concours "internes" a laissé plus facilement prendre en compte la "didactique" : puisque les candidats enseignent déjà et continueront

d'enseigner de toute façon, reçus ou "recalés", on était moins porté à dire et à penser que leur "formation" allait être sabotée en perdant du temps à faire de la pédagogie au lieu de faire de l'histoire. C'est leur expérience professionnelle qu'on les invite à valoriser dans certaines épreuves.

Les modalités "didactiques" de ces concours internes varient avec les disciplines, et entre CAPES et agrégation. Pour en donner l'idée, j'esquisse ici le schéma de l'agrégation interne d'histoire et géographie. Ce concours demande l'étude approfondie de deux questions d'histoire (et de deux de géographie), de même nature et de même traitement que les questions qui composent le programme de l'agrégation externe. A l'écrit, deux dissertations (histoire, géographie) font juger des connaissances des candidats sur ce programme, ainsi qu'un commentaire de documents (histoire ou géographie au choix), dont l'aspect proprement historien (ou géographe) compte avant tout ( 80%), mais on invite à esquisser l'emploi judicieux de l'un ou l'autre des documents dans une classe du secondaire (20% de la note du commentaire). Les candidats admissibles à l'issue de ces épreuves écrites passent un oral, qui pèsera finalement plus lourd (4, contre 3 pour l'écrit), et qui se compose cette fois de deux projets argumentés d'enseignement, l'un en histoire, l'autre en géographie, l'un en 1er cycle (collège), l'autre en 2ème cycle (lycée) (tirage au sort pour la répartition), dont les sujets sont pris dans l'ensemble du programme de l'enseignement secondaire. Le principe de ces deux oraux est donc explicitement didactique.

Pour la formation initiales et le recrutement des nouveaux enseignants, les choses ont changé plus récemment encore avec la création des I.U.F.M. (Instituts universitaires de formation des maitres) : 3 à titre d'essai en 1990-91, et 28 pour l'ensemble de la France depuis deux ans. L'idée directrice est d'unir une formation professionnelle à une formation scientifique, dans une institution universitaire, pour des candidats titulaire d'une licence (3 ans d'études universitaires déjà). La formation en IUFM dure deux ans, la première se clot par les épreuves du CAPES (externe, nouveau style), la seconde insiste sur la pratique du "terrain". Les IUFM ont intégré les anciennes "écoles normales", qui, elles, préparaient déjà professionnellement les futurs instituteurs; ils abritent donc ensemble futurs instituteurs (dits désormais "professeurs d'école"), et futurs professeurs de collège ou de lycée; la formation commune y est modeste, mais le principe a beaucoup compté, plus que les réalités, pour les défenseurs comme pour les détracteurs du nouveau système.

La nature exacte de cette formation échappe encore beaucoup à l'appréciation raisonnée, et elle a sans doute varié d'un IUFM à l'autre. Au reste, à ce jour, seule une promotion a connu son déroulement complet. La constitution des IUFM s'est faite au résultat de compromis circonstanciels entre des partenaires institutionnels différents et différemment motivés.

Il est moins difficile de donner le signalement du CAPES externe tel qu'il s'est déroulé en 1992 et en 1993. La nouveauté y est dans la présence à l'oral d'une épreuve dite "professionnelle", qui a deux formes possibles, au choix du candidat :

- le candidat a rédigé des notes de synthèse sur six séquences d'enseignement réellement observées (ou réellement pratiquées) pendant l'année, 3 en histoire, 3 en géographie, 3 au collège, 3 au lycée. A partir de ces notes, le jury lui propose un sujet, qui peut porter sur tout aspect professionnel : gestion du programme, choix des connaissances, orientations problématiques, usage du document avec les élèves, évaluation, analyse comparée des situations, emploi du manuel.....etc
- le jury propose un ou plusieurs documents (textes officiels, texte historiographique ou épistémologique, exercices pour élèves et leurs corrigés, descriptions d'activités pédagogiques.....) et provoque, à partir d'eux, la réflexion critique du candidat sur le métier et sur la discipline.

Au jour où j'écris ces lignes (1 juillet), la nature et peut-être l'avenir des IUFM sont en réexamen, et ces modestes informations restent très provisoires. Elles illustrent, à tout le moins, nos tâtonnements.

Henri Moniot